

Paris, le 28 octobre 1983

Madame,
Monsieur,

Vous savez, comme nous, que la situation qui prévaut au Timor Oriental, depuis bientôt huit ans, est véritablement dramatique: invasion puis occupation de l'ancienne colonie portugaise par l'armée indonésienne, villages détruits et paysans massacrés, camps de concentration, déportations, blocus de l'île, famines,... Les estimations les plus optimistes évaluent à 1/3 de la population les victimes de l'agression indonésienne. La récente offensive des troupes de Djakarta a aggravé une situation que le Comité International de la Croix-Rouge ne peut même plus contrôler.

Face à une telle situation, force est de reconnaître que le gouvernement socialiste français n'applique pas la politique définie par le P.S. quand ce dernier était dans l'opposition. D'une part, certaines décisions du gouvernement, comme l'abstention de la France à l'O.N.U. lors des votes condamnant l'occupation indonésienne sont prises dit-on, au P.S. et au Quai d'Orsay, au nom de la "raison d'Etat". D'autre part, depuis deux ans les ministres se succèdent à Djakarta pour y signer d'importants contrats commerciaux, comme au temps de Giscard d'Estaing. Enfin, il y a quelques semaines, nous avons appris de sources autorisées, que le Quai avait l'intention de modifier son vote dans les instances internationales. Des pressions auraient même été exercées sur le Portugal. Nous ne pouvons croire que la France des Droits de l'Homme puisse succomber aux avances de l'Indonésie qui n'est plus celle de Bandoeng.

Nous nous efforçons de comprendre que l'exercice du pouvoir et la conjoncture internationale empêchent de faire coïncider

.../...

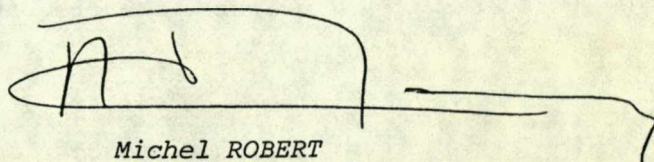
.../...

totale~~ment~~ les prises de position d'hier et la politique suivie aujourd'hui, néanmoins tant de complaisance à l'égard du régime indonésien a de quoi nous surprendre. Dans une réponse écrite à un député, le 5 juillet 1982, Claude Cheysson ne se félicite-t-il pas du fait que "l'évolution favorable qui est marquée par la progression importante de nos échanges commerciaux se traduit en particulier par l'accroissement notable du montant et du nombre des projets confiés à des entreprises françaises en Indonésie" ?

Bien que, pour diverses raisons, nous ne pouvons approuver ce rapprochement qui nous paraît contre nature, nous sommes hélas contraints à nous en accommoder. Mais nous nous demandons pourquoi, en contrepartie, la France n'élève pas la voix quand il s'agit de la violation des Droits de l'Homme à Timor Oriental. Il existe de multiples possibilités pour le gouvernement français de montrer sa solidarité avec le peuple de Timor Oriental sans pour autant qu'il soit obligé de remettre en cause les relations commerciales franco-indonésiennes.

Nous souhaiterions vous voir demander au gouvernement qu'il explore le vaste champ d'actions possibles pour prouver que, concernant Timor Oriental, le décalage n'est pas aussi grand qu'il paraît entre les déclarations et les actes et que, notamment, la déclaration de Pierre Mauroy ("Quel que soit le continent, le peuple, la race, partout où des hommes sont opprimés, ils nous trouveront à leurs côtés") faite à l'occasion du coup de force en Pologne, peut également s'appliquer à Timor Oriental.

Dans l'attente des résultats de vos travaux, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



Michel ROBERT

Président de l'Association de
Solidarité avec Timor Oriental